



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Unité Inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme  
7 Rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 07/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TMS INTERNATIONAL FRANCE**

Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière  
avenue Hector Berlioz  
63200 Riom

Références : 20241107-RAP-63-1000-TMS-Riom-Autorisation  
Code AIOT : 0003200716

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement TMS INTERNATIONAL FRANCE implanté Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans les suites de l'inspection précédente et de l'arrêté de mise en demeure du 27 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TMS INTERNATIONAL FRANCE
- Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom
- Code AIOT : 0003200716
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TMS International est l'un des plus importants prestataire de services externalisés industriels dans le monde. Il emploie 4000 salariés sur 80 sites dans 16 pays pour traiter dans le monde 100 millions de tonnes d'aciers liquide et 10 millions de tonnes laitiers recyclés. La société TMS International France est prestataire de service au sein des usines de production d'acier de valorisation de laitiers d'aciérie de four électrique (LAFE). Les matériaux élaborés sur le site de Riom (arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2017) sont une alternative aux matériaux de carrière pour des projets selon des usages routiers (voiries, plateformes, tranchées, remblaiement,...).

Les activités principales sont :

- la réception des laitiers, • le stockage en casiers de maturation, • le criblage et le concassage en granulométries variées: 0/3, 0/40, 0/100, 40/180, +180, ...
- les opérations de traitement sur le JIG, technique de séparation densimétrique d'un lit de granulats par des flux ascendants et descendants d'eau, provoquant ainsi une séparation selon la masse volumique des grains,
- le stockage des laitiers valorisables avant expédition.

La valorisation de ce matériau alternatif s'inscrit dans une démarche écologique de développement-durable et de préservation de l'environnement dans la mesure où sa production n'implique pas d'extraction de ressources naturelles.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Durée de stockage	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	Installations autorisées	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume autorisé	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2	Levée de mise en demeure
4	Auto-surveillance	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait les efforts pour respecter ses obligations suite à l'arrêté de mise en demeure du 27/04/2023.

Toutefois il indique envisager un arrêt définitif d'exploitation en 2025 suite à un défaut d'exutoire pérenne pour valoriser ces matériaux alternatifs en technique routière.

Aussi, la société TMS International France devra notifier au préfet la cessation d'activité en précisant les mesures de mise en sécurité conformément à l'article R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Volume autorisé**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2 - non respect de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021 (dépassement de la capacité maximale fixée à 14 000 m <sup>3</sup> ). La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760GRAND-SYNTHE, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'augmentation de la capacité maximale autorisée pour l'entreposage des déchets de laitiers et de co-produits d'aciérie relevant de la rubrique 2716 des installations classées pour la protection de l'environnement,</li><li>• soit en limitant sa capacité d'entreposage à 14 000 m<sup>3</sup> et en procédant à l'évacuation des déchets correspondant vers les filières exutoires agréées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li></ul> L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection dès réception. L'exploitant fera connaître, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure. Dans le cas où il opte pour la régularisation de sa situation administrative, un dossier de porter à connaissance doit être déposé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit, dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ...etc.).
<b>Constats :</b>  Aucune matière n'ait entré en 2023 afin de limiter le surstock présent sur le site, dépassant les capacités maximales de stockage autorisées fin 2022 ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 27/04/2023. Au 31/12/2023, environ 15500 tonnes de laitiers ont été traités sur le site et valorisés en technique routière.  Au 25/10/2024, 12545 tonnes de matériaux sont stockés sur le site dont un peu moins de 2500 tonnes en cours de traitement. <b>L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure est donc respecté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Durée de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Installations autorisées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1er - non-respect réglementaire au regard de la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 (durée d'entreposage des déchets de laitiers d'aciéries et déchets métalliques supérieure à 3 ans)</p> <p>La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHE, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation :</p> <p>- soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'autorisation pour le stockage de déchets, conformément aux prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2760,</p> <p>- soit en procédant à l'évacuation des déchets d'aciéries ou autres déchets métalliques vers les filières exutoires agréées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</p> <p>L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection dès réception.</p> <p>L'exploitant fera connaître, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.</p> <p>Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant fournit, dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ... etc.).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique en début d'inspection arrêter son activité de traitement et valorisation de laitiers d'aciéries pour un défaut récurrent de débouché, courant d'année prochaine.</p> <p>2 lots, de novembre et décembre 2022 sont stockés dans les casiers pour traitement. Début d'année prochaine (février 2025), le criblage de ces lots, représentant 2400 tonnes., devrait être terminé pour ensuite que ceux-ci soient expédiés.</p> <p><b>Considérant les difficultés de la société pour trouver des exutoires pérennes et le projet de cessation d'activité de l'installation dans les prochaines semaines, il n'est pas engagé de sanction administrative sur ce point suite à l'arrêté de mise en demeure, <u>sous réserve de notifier, sous 2 mois, la date de la cessation d'activité au préfet.</u></b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Installation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En arrivant sur le site les camions déchargent les laitiers à valoriser au niveau d'une fosse béton constituée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un quai de déchargement - plateforme bétonnée terminée par une butée de haut,</li> <li>– d'une fosse de vidange d'une capacité totale de 18 m<sup>3</sup> équipée d'une rampe d'arrosage automatique afin de limiter les envols de poussières ;</li> <li>– d'une piste présentant une pente destinée à la reprise des laitiers à la pelle mécanique et leur transport jusqu'aux casiers de maturation.</li> </ul> <p>Les laitiers sont ensuite transférés au niveau des casiers de maturation modulables installés en limite de propriété sud-est du site, de capacité totale d'environ 9 000 m<sup>3</sup> et au niveau d'un casier de maturation de capacité d'environ 12 000 m<sup>3</sup> (3 000 m<sup>2</sup>) au sud-ouest sur la parcelle YK n° 244.</p> <p>Après maturation (jusqu'à 12 mois), les laitiers subissent une opération de criblage au niveau d'une installation mobile avant d'être traités par principe de séparation densimétrique (système de traitement par décantation) qui est implanté au centre du site.</p> <p>Les boues issues des opérations de séparation densimétrique sont collectées et séchées au niveau de fosses localisées en limite de propriété nord-est du site (fosses pouvant contenir environ 500 tonnes, 1000 tonnes au maximum).</p> <p>Les laitiers ainsi traités et devenus valorisables en technique routière, sont stockés au niveau de la plateforme imperméable de stockage tampon de 1200 m<sup>2</sup> et des casiers modulables d'un volume total d'environ 3000 m<sup>3</sup> en limite de propriété nord-ouest du site.</p> <p>Afin de collecter les eaux pluviales et les eaux issues des installations de traitement des laitiers, un bassin d'orage est aménagé à l'angle sud du site. Ce bassin a une capacité de 2 000 m<sup>3</sup> environ. Également, une cuve enterrée d'une capacité de 8 000 litres récupère les eaux souillées par les éléments organiques des laitiers de la zone de stockage au nord-ouest et est régulièrement vidangée pour rejeter les eaux collectées dans le bassin d'orage aménagé à l'angle sud du site.</p> <p><u>Constats de la précédente inspection</u> : Suite à l'évacuation du lot du casier N°1, les blocs béton ont été repris.</p> <p>Les boues stockées au nord-ouest du site sont entreposées sur une surface imperméabilisée</p>

<p>(géomembrane) destinées à être séchées.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté l'absence d'étiquette mentionnant la date de stockage du casier n° 7.</p> <p>Sur 2022, il n'a pas été nécessaire de rejeter de l'eau du bassin d'orage, il n'y a donc pas eu contrôle analytique réalisé dans ce but.</p> <p>Attendu :</p> <p>Sous 15 jour, placer l'étiquette précisant le début du stockage du casier N° 7 et transmettre la photo à l'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un Porter à Connaissance (PAC) le 4 décembre 2023. Toutefois, pour raison économique afin de réaliser l'aménagement (dallage), la société TMS n'a pas donné suite aux modifications de l'installation envisagées.</p> <p>Le casier n°1 est rempli donc les blocs béton de rives qui déversent n'ont pu être repris.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Considérant la prochaine cessation d'activité du site, il n'est pas proposé de suite sous réserve de la notification au préfet de cette dernière suivant l'article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Auto-surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émission de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un réseau de mesures de retombées des poussières atmosphériques dans l'environnement et un plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan est annexé au présent arrêté.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation du site (a),</li> <li>• le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesures implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école)</li> </ul>



ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b),

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

À cet effet, des dispositifs de collectes, jauges Owens répondant à la norme en vigueur NFX 43-014, ou dispositif équivalent proposé par l'exploitant et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, sont implantés autour du périmètre des installations autorisées. Cette implantation tient compte des vents dominants et des cibles potentielles.

Le plan d'implantation avec les éléments de justification ainsi que l'exploitation de ce dispositif sont préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Une campagne de mesure est à effectuer avant le début effectif des travaux pour permettre d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site, puis, après le début de l'exploitation, a minima avec une surveillance trimestrielle sur des périodes de 30 jours, en période sèche et d'activité représentative. La fréquence de surveillance pourra être adaptée en fonction des résultats des deux premières années.

Les mesures et analyses sont effectuées par un organisme agréé dont le choix sera communiqué préalablement à l'Inspection. Les résultats des mesures et analyses sont transmis à l'inspection et comprennent tout commentaire utile sur les événements ayant pu influencer les mesures.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg/m}^2/\text{jour}$ .

L'objectif à atteindre est de  $350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

#### **Constats :**

L'exploitant a communiqué à l'inspection en avril 2024 le bilan de l'autosurveillance pour 2023.

Les rapports des campagnes trimestrielles de mesures de retombées de poussières indiquent des valeurs conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Aussi, pour 2023, concernant les mesures du bruit en limites de propriété et les valeurs d'urgence, les valeurs mesurées le 06/12/2023 sont toutes inférieures aux valeurs limites autorisées.

Aucun rejet du bassin n'a été réalisé en 2023.

Précédemment à l'inspection, l'exploitant a communiqué les 2 premiers rapports des mesures trimestrielles des retombées de poussières. Pas d'anomalies relevées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Poursuivre l'autosurveillance conformément aux dispositions des arrêtés du 02/08/2017 et du 07/07/2021 jusqu'à la mise en sécurité de l'installation.**

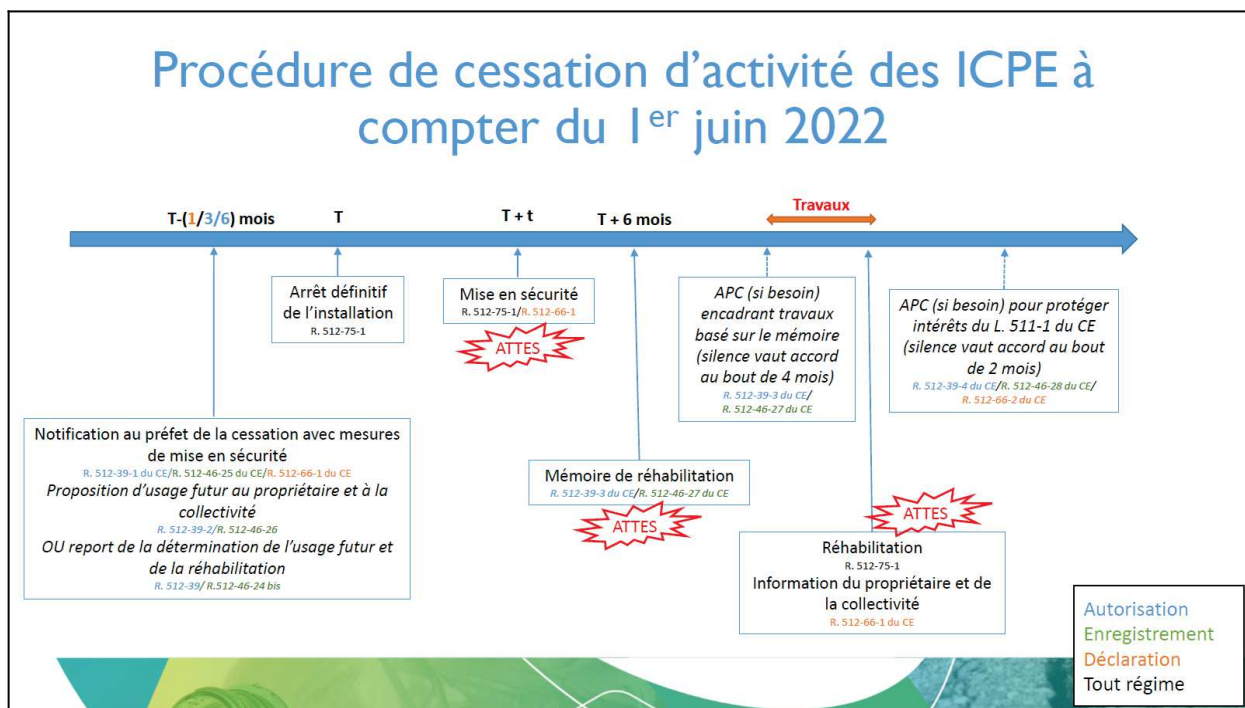
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le représentant de l'exploitant sur le site indique avoir appris récemment l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Au 25/10/2024, un peu plus de 10 800 T. de matériaux sont traités et stockés sur le site en attente de trouver un exutoire pour emploi en technique routière et 2400 T. de laitiers restent à traiter.</p> <p>Afin de finaliser le traitement des matériaux en début d'année prochaine et d'évacuer du site les matériaux pour valorisation, l'exploitant envisage un arrêt définitif de l'installation en juin prochain.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit notifier prochainement à la préfecture du Puy-de-Dôme la date de la cessation définitive de l'activité suivant l'article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Pour rappel, ci-dessous le logigramme synthétisant la procédure de cessation.



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois